

La retraite régresse, les inégalités s'amplifient. Il faudra reprendre l'offensive...pour gagner !

L'opposition à la contre-réforme des retraites s'est considérablement amplifiée en septembre et octobre. Cette impressionnante mobilisation s'est distinguée par sa durée, son unité syndicale, son ampleur, sa radicalité : le projet Sarkozy-Woerth-Parisot est rejeté au nom d'une autre répartition des richesses...

Le printemps et la rentrée ont été l'occasion d'un énorme travail d'explication souvent unitaire auprès des salariés et de l'ensemble de la population (brochures, tracts dans les entreprises et sur les marchés, information dans les quartiers, meetings unitaires -celui de Clermont-Ferrand a rassemblé plus de 1000 personnes le 27 septembre-).

L'amplification des mobilisations lors des journées de grève et de manifestations n'a pas suffi...

23 mars, 27 mai, 24 juin, l'action s'est amplifiée tout au long des journées de grèves puis avec une nouvelle vigueur dès la rentrée, 7 et 23 septembre, 2 et 12 octobre. A chaque journée, pourtant trop éloignée de la précédente, la mobilisation a pris de l'ampleur, a trouvé un écho grandissant dans la population. Celle-ci, au fur et à mesure a pris conscience de l'injustice de cette contre-réforme, et a soutenu, participé, approuvé et souhaité des actions, y compris plus radicales, dans le Puy de Dôme comme dans toute la France.

...Pour faire céder Sarkozy, les directions syndicales nationales pouvaient appeler au blocage du pays par la grève générale reconductible !

Depuis le début, Solidaires a expliqué qu'une série de grèves de 24h ne suffirait pas, qu'il faudrait frapper le patronat à la caisse, bloquer l'économie. Ce sentiment a été partagé par de nombreux syndicalistes CGT, FSU, FO ou CFDT dans les branches et les entreprises. Les travailleurs des raffineries, du rail, et aussi une partie des routiers, des fonctionnaires de l'Etat et de l'hospitalière, des collectivités territoriales, des déchets, de l'énergie, et encore bien d'autres secteurs... ont reconduit la grève au-delà des appels aux « temps forts » en espérant une généralisation. Dans le Puy de Dôme les syndicats de l'Union SOLIDAIRES ont contribué à la force de la mobilisation dans les grèves -y compris reconduites-, les manifestations et les actions interprofessionnelles de grève (blocage de l'aéroport, du péage de l'autoroute, de la gare Sncf, du centre de tri postal, du dépôt Total...)

L'intersyndicale nationale a refusé son soutien aux grèves reconduites au moment où le gouvernement accélérait le processus d'adoption de la loi. Seul SOLIDAIRES souhaitait **un appel clair et unitaire de l'intersyndicale à la généralisation à partir du 12 octobre. Pour nous la suite du 12 devait être le 13.**

Faute d'obtenir ce soutien, le mouvement de grève reconductible a été suspendu début novembre, alors que l'inquiétude du gouvernement devenait visible.

Aujourd'hui la loi est adoptée et promulguée. Elle reste tout autant injuste : elle baisse à nouveau les pensions alors qu'un million de retraité-e-s vit déjà en dessous du seuil de pauvreté ; elle amplifie les inégalités et frappe plus durement les plus précaires ; elle est la pire contre-réforme d'Europe puisqu'elle cumule le recul des âges de départ et l'allongement de la durée de cotisation pour un taux plein.

Les retraites sont attaquées, à la fois, pour plaire aux marchés financiers voulant la preuve que la rigueur sévit en France, et pour inciter fortement, voire obliger, ceux qui le peuvent à verser aux fonds de pensions. L'affairisme continue de régner, comme l'illustrent le feuilleton Woerth Bettencourt et la loi votée offrant des milliards aux fonds de pension qui se trouvent être gérés par le frère de N. Sarkozy...

Grèves et manifestations ont montré le 19 octobre que la mobilisation tenait et s'amplifiait. Nous pensons à SOLIDAIRES qu'il y avait mieux à faire que d'attendre le 28 octobre puis le 6 novembre, même si nous avons largement pris notre part de mobilisation sur ces deux dates, à Clermont-Fd comme ailleurs.

L'intersyndicale nationale a laissé passer le moment où la force de ce mouvement de mobilisation pouvait vaincre ce gouvernement, en le contraignant à retirer ce projet.

De ce fait, SOLIDAIRES Auvergne ne sera signataire de l'appel au rassemblement décidé par l'intersyndicale dans le Puy de Dôme. Cette proposition apparaissant vraiment trop en retrait par rapport aux enjeux et à la nécessité de faire rebondir la pression.

Nous ne sommes pas prêts pour autant à tourner la page comme certains le suggèrent, félicités par Laurence Parisot de vouloir passer à d'autres dossiers.

Pour gagner contre la loi sur les retraites, contre les mesures anti-sociales qui vont se poursuivre, il faut relancer la mobilisation en organisant unitairement des interventions offensives. Il faut préparer le nécessaire affrontement central avec le gouvernement et le Medef

Des initiatives largement plus offensives permettant de prolonger la combativité et les liens tissés lors des actions de ralentissement et de blocage de l'économie sont possibles. Ainsi, Solidaires a proposé à l'intersyndicale départementale d'organiser une action interprofessionnelle à Clermont-Fd contre le meeting du Medef le 2 décembre à la grande halle

Ce que nous venons de vivre, avec des millions de travailleurs de ce pays, nous conforte dans l'idée que face à Sarkozy, son gouvernement et le Medef, il faudra construire la grève générale pour gagner. Ce n'est pas un vœu pieux, ce peut être le projet d'un véritable syndicalisme de lutte et de confrontation sociale.

19 Novembre 2010